

Saint-Merry Hors-les-murs
10 octobre 2024

Chers amis,

« Où va la France ? »

il a fallu beaucoup **d'audace** aux organisateurs pour se risquer à un tel thème de débat

Et pour moi beaucoup **d'inconscience** à accepter de répondre à la question en 15'

Mais ce serait **bien pire** si je disposais de 2 h car cela laisserait entendre que je pourrais avoir une réponse à vous exposer... ce qui n'est pas le cas !

Où va la France ? **Personne n'en sait rien**, et c'est bien peut-être là le **problème**

Aussi me limiterai-je, dans un premier temps, à **partager** avec vous trois **réflexions** sous forme de **convictions** au moins **provisoires**

- La France, un pays dynamique menacé de **paralysie**
- L'urgence à **repenser notre vie démocratique**
- L'**illusion créatrice** du « small is beautiful »

1 - UN PAYS DYNAMIQUE MENACE DE PARALYSIE

Inutile, me semble-t-il, de m'attarder sur la **place** que tient la France **dans le monde** (**7e puissance** économique) même si le tableau demanderait à être nuancé et les critères du classement questionnés.

Pourtant notre pays reste confronté massivement aux inégalités et à la pauvreté, au laminage des classes moyennes, à la stagnation du pouvoir d'achat, au sentiment que l'ascenseur social appartient au passé, que les « services publics » sont menacés (notamment en milieu rural) , l'insécurité croissante et l'avenir de la planète compromis...

Toutes les enquêtes d'opinion le montrent : si les français restent plutôt **optimistes pour leur avenir personnel** (je m'en sortirai toujours) ils se disent à **70% pessimistes pour l'avenir du pays**. Le sentiment dominant étant que nous vivons dans des **sociétés où plus personne ne maîtrise rien !** Où l'avenir de nos démocraties dépendent du bon vouloir d'Elon Musk, Mack Zuckerberg ou Jeff Bezos...

Mais surtout que nous sommes **nous mêmes incapables de trancher** sur ce que nous voulons faire de l'avenir collectif de notre pays.

35 ans de journalisme m'ont au moins appris une chose : **quel que soit le sujet abordé** vous trouverez toujours deux experts aussi bardés de diplômes qui vous développeront avec assurance les **points de vue les plus opposés**. Et des forces politiques pour reprendre ces idées à leur compte

- L'**immigration** est-elle une **chance** ou une **menace** ? Joker !
- La **baisse du chômage** est-elle un marqueur de **progrès** si elle se traduit par une **hausse du nombre des travailleurs pauvres** ?
- L'avenir doit-il se construire sur une **nouvelle croissance** ou sur une forme de **sobriété heureuse** ? Et pouvons-nous **imposer ce choix** (de manière impérialiste) aux **peuples qui aspirent au développement** ?
- Faut-il se soucier par priorité de la **fin du mois** ou de la **fin du monde** ?
- La véritable **émancipation** est-elle **individuelle** ou **collective** ?
- Doit-on **soutenir Israël** sans réserve ou plaider que la guerre actuelle n'est que l'ultime rebondissement dramatique d'une **incapacité collective à construire la paix** dans cette partie du monde ?

Les exemples sont légion...

Le simple **débat budgétaire** de l'heure suffirait à illustrer mon propos : face au **déficit abyssal des comptes publics** (150 milliards par an) et au **cumul de la dette** (3 000 milliards) j'entends Pierre Moscovici, premier Président de la Cour des Comptes, plaider l'urgence de la rigueur pour nous éviter le pire. Et voilà que les partis de droite se disent une nouvelle fois **hostile au recours à l'impôt** (fut-il pour les plus fortunés) et la gauche à la **baisse des dépenses publiques** qui ne pourraient qu'accélérer le déclin des services d'éducation, de santé, de transports... donc pénaliser les plus modestes...
Paralysie !

La **complexité** des problèmes de l'heure est devenue telle, le **décalage** si criant entre d'une part : la nécessaire **prise en compte du long terme** et de la **cohérence internationale** dans les décisions à prendre, et de l'autre la pression des **agendas politiques nationaux** et la montée des **populismes** que là encore **c'est l'immobilisme qui l'emporte**. Même si les administrations assurent la continuité...

En 2018 le livre co-écrit par **Pablo Servigne** : « Une autre fin du monde est possible » a popularisé la notion de **collapsologie**. Nos sociétés en crise auraient atteint un tel niveau de **contradiction** dans les **attentes des uns et**

des autres qu'elles seraient incapables de les dépasser, ce qui ferait peser sur nos pays et plus généralement sur notre civilisation une **menace d'effondrement**. Même si, là encore, il faut distinguer deux approches de la collapsologie selon qu'elle incite au **défaitisme** ou appelle à la **mobilisation**.

Pardonnez mon peu d'optimisme mais je crains que l'avenir de notre pays n'échappe pas totalement à cette grille de lecture.

2 - L'URGENCE A REPENSER NOTRE VIE DEMOCRATIQUE

A ce stade, vous me permettre une **amicale provocation**.

L'Eglise catholique connaît, à sa manière, cette forme « **d'effondrement** » cher aux collapsologues, et **pour les mêmes raisons** d'incapacité à dépasser ses contradictions. Les révélations d'abus sexuels dans l'Eglise ayant encore précipité l'accentuation de la crise...

Or j'aimerais vous faire **partager un paradoxe**. Dans la crise profonde que traverse l'Eglise, il nous apparaît parfois qu'une meilleure compréhension et **intégration de certaines « valeurs » de la société démocratique** qui est la nôtre pourraient l'aider à sortir de l'ornière. Or celui qui, comme moi, suit depuis bientôt trois ans la mise en œuvre du **synode sur la synodalité** dans l'Eglise **comme « réponse » à la crise** qui la traverse, finit par se demander si la **société civile n'aurait pas aussi à apprendre** et s'enrichir de ce processus pour dépasser sa propre crise.

Cela demande bien sûr explication.

J'ai lu, ici et là, à propos de ce synode, parmi les **catholiques dits d'ouverture**, des **propos extrêmement négatifs** dénotant une forme de défiance. Il n'y aurait **rien à en attendre** puisque aucune des questions sensibles qui agitent le landerneau ecclésial ne sont à l'ordre du jour : ni la remise en cause de l'obligation du célibat sacerdotal, ni l'accès des femmes au diaconat, ni l'ordination d'hommes mariés ou l'évolution de la doctrine catholique sur la sexualité...

Laissez-moi vous **partager ce commentaire du cardinal Hollerich**, archevêque de Luxembourg et rapporteur général du Synode qui remonte à novembre 2023 : « *Certaines personnes attendent **que ce synode change les choses**. Ce n'est pas le but du synode. Le but c'est la synodalité. Je suis sûr que l'Eglise, dans les dix à vingt ans qui viennent, devra prendre beaucoup de décisions. **Ce que nous mettons maintenant en place, c'est*** »

une manière de prendre ces décisions, ensemble, où tous participent. »

Je me demande si cette **réflexion ne vaudrait pas aussi en partie pour notre vie nationale**. L'urgence au regard de la question posée (OU VA LA FRANCE) est-elle réellement à de **trouver réponse à une infinité de questions** concrètes dont on sait qu'elles peuvent varier selon les gouvernements en place ou à **nous interroger sur nos propres pratiques démocratiques** ? Sur notre «**manière de prendre ces décisions, ensemble, où tous participent.** » comme l'exprime le cardinal Hollerich !

Pierre Rosanvalon, professeur émérite au Collège de France ne dit pas autre chose dans son dernier livre Les institutions invisibles (Seuil). « **La démocratie n'est pas seulement un régime politique, elle est aussi une forme de société.** (interview au Nouvel observateur) Elle a été pensée comme un mode de gestion régulé des conflits. Mais aujourd'hui les tensions qui traversent la société sont aussi d'un autre ordre : ce sont des conflits d'identité, de dignité, de respect des croyances. On ne se sent pas un citoyen à part entière, on se sent méprisé, déclassé, non respecté. **Nos instruments ne sont donc plus adaptés** pour gérer ces nouveaux désarrois qui touchent davantage à l'identité morale, ou même psychologique. (...) **Nous sommes dans un nouvel âge de la démocratie.** » Or son constat est que notre démocratie, **focalisée sur le seul jeu parlementaire**, est en panne et qu'il nous faut **inventer** ce qu'il appelle une « **démocratie plurielle** » où la parole soit réellement rendue au peuple, **partout et pas seulement** à l'occasion de grands **rendez-vous électoraux mythiques hypertrophiés** comme la présidentielle.

On ne peut pas trouver meilleure illustration que l'épisode que nous vivons depuis les législatives. Certes Emmanuel Macron a pris une lourde responsabilité avec cette dissolution. Mais enfin, la **paralysie** que nous connaissons tient d'abord aux **divisions - légitimes - des citoyens** et à **l'incapacité de nos institutions à les réguler et les dépasser**. Si bien que l'actuelle **législature** semble ne devoir être qu'une **parenthèse** dans l'attente de la **présidentielle** dont chacun sait qu'**elle ne règlera rien** sinon les ambitions de l'un (une) ou de l'autre. Car on ne détermine pas l'avenir d'un pays avec 51% des suffrages. **Paralysie !**

Est-ce un hasard si, dans cette **période d'incertitude** que nous traversons depuis des mois, le nom de **Laurent Berger**, ancien patron de la CFDT a été évoqué à différentes reprises, notamment comme possible **premier ministrable**, pour « **débloquer** » la situation ? Laurent Berger dont le dernier

ouvrage co-écrit avec Jean Viard a pour titre : **Pour une société du compromis**. Du **Synode romain** qui vient d'entrer dans sa seconde session plénière nous parvient la voix de **Timothy Radcliffe**, ancien maître de l'Ordre dominicain, futur nouveau cardinal : « **Plus l'avenir est périlleux, plus il est urgent de chercher ensemble le bien commun** ».

On m'objectera que face aux défis de l'heure, notamment écologique, toute **recherche de compromis ne peut être que compromission**. (On trouve cette idée dans *Laudato* : « *Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement. Il s'agit simplement de redéfinir le progrès.*»). La **situation**, nous dit-on, exige des **choix radicaux**. Certes, mais **on fait comment, dans une démocratie**, quand les citoyens sont à ce point divisés ? **On « impose » ?** de manière dictatoriale, en fonction du **pouvoir** que l'on croit détenir et que l'on peut perdre à tout moment, où on **propose un chemin et les moyens d'y avancer dans la durée ?**

Regardons ce que nous dit le **baromètre Cevipof** (Sciences politique) de février 2024. **81%** des Français disent avoir le sentiment qu'**on ne tient pas compte de leur avis** ; **70%** expriment leur **défiace** vis-à-vis de la politique en général (**80% pour les partis**), de l'institution présidentielle (69%), du parlement (71%) et du gouvernement (72%). Et presque autant (68%) portent un **jugement sévère sur le fonctionnement de la démocratie** en France. Pourtant le même sondage fait apparaître deux réalités qui viennent contredire bien des idées reçues :

- lorsqu'on propose aux français de se **situer personnellement sur l'échiquier politique gauche droite**, 4% d'entre eux se disent d'extrême gauche, 9% d'extrême droite, 27% de droite, 22% de gauche et 15% du centre. Même si 23% ne se prononcent pas, on reste **loin de ces extrêmes qui semblent phagocyter le débat politique**.
- lorsqu'on les interroge sur le **mode de système politique** qui a leur **préférence**, un tiers dit son accord éventuel avec un **régime autoritaire**, une **moitié** pour un recours à un gouvernement **d'experts**, mais **83%** expriment leur préférence pour un **système politique démocratique**. (Démocratie libérale ou illibérale ?)

Que retenir ici ? Que si la démocratie, qui nous reste chère, repose sur le suffrage universel et le **système majoritaire**, (51%) il existe déjà, dans nos institutions des **requêtes de majorité qualifiée** des 2/3 ou 3/5 qui, finalement, se rapprochent des pratiques synodales du monde catholique où

l'on dit rechercher la **communio**n (dans la société civile on parlerait de **consensus**) plus qu'une simple majorité toujours aléatoire et susceptible de renversement... à la faveur d'une nouvelle élection. Mais **je sais que disant cela, je marche sur des œufs...**

3 - L'ILLUSION CREATRICE DU "SMALL IS BEAUTIFUL »

Alors, **que faire ?** Où chercher des **raisons d'espérer** comme on aime jargonner dans nos milieux catholiques ?

Il est temps de **m'expliquer sur le titre** (un peu sibyllin) choisi pour cette troisième partie de mon intervention : **L'illusion créatrice** du « small is beautiful »

J'ai dit combien la **France** restait à mes yeux un **grand pays**. Bien au-delà de la seule prise en compte d'un PIB dont on connaît les limites.

Il m'arrive de penser que la société française au travers de ses entreprises, de ses collectivités territoriales, de ses syndicats, de son tissu associatif et culturel est bien plus ouverte, dynamique et créatrice que sa classe politique. Le **débat sur la réforme des retraites** reste, de ce point de vue, exemplaire d'une opposition caricaturale entre le **sens des responsabilités syndical** et **l'outrance parlementaire !**

Etant retraité, il m'arrive de regarder la télévision, d'écouter la radio, de lire la presse, de naviguer sur les réseaux sociaux plus que d'autres, retenus par leur activité professionnelle ou leurs responsabilités familiales.

Et je dois dire mon **émerveillement** devant ce que je perçois de liberté, de courage, d'imagination, de générosité, de solidarité, **de sens du bien commun**, de respect de l'environnement et de souci de l'avenir de la planète.

Les **exemples seraient légion** mais je suis sûr que chacun les a en tête. Il suffit parfois de savoir regarder autour de soi.

Il y a là les ferments possibles de cette « **démocratie élargie** » ou « plurielle » ou « participative » dont parle Pierre Rosanvallon et d'autres avec lui.

A **condition** que cette admiration légitime, cette gratitude porteuse d'espoir vis-à-vis de tout ce qui émerge, ici et là, aussi bien dans nos villes, nos banlieues que dans le monde rural, **ne gomme pas la dimension éminemment politique des choix collectifs** que nous avons à opérer pour **être au rendez-vous des défis** mondiaux du millénaire.

Il nous faut donc, comme citoyens, et tout à la fois **encourager cette créativité** qui rend chacun plus autonome et responsable **et lui donner un débouché politique** dans la définition d'un projet collectif mobilisateur. Puis dans sa mise en œuvre. La **politique** est une **réalité trop importante** pour la déléguer au seul personnel politique.

Pardon de ne pas développer davantage mais peut-être pourra-t-on poursuivre la réflexion, à plusieurs voix, à travers les échanges qui vont suivre mon exposé et celui de Christine.

En ultime provocation permettez-moi de citer cette phrase du père de la constitution, Michel Debré qui écrivait dans un livre de 1957 *Ces princes qui nous gouvernent* : « ***Le peuple en ses profondeurs est bien plus âgé que ses princes*** ». Ce qui ne l'empêchait pas d'être un farouche partisan de la démocratie de représentation. Reprenant mon **parallèle avec le pape François**, je note que dans son encyclique *Laudato si'* il en appelle directement à la **mobilisation des peuples contre l'immobilisme** de leurs dirigeants, toujours sensibles à la pression des lobbies. Il les - nous - invite à « ***Changer de style de vie pour faire pression sur les détenteurs du pouvoir.***» Mais j'**observe** tout autant que dans le **gouvernement même de l'institution** en crise dont il a la charge, il en appelle à la **même mobilisation du « peuple de Dieu » contre la tentation du pouvoir clérical.**

Il se pourrait donc que la réponse aux crises que traversent notre pays et notre Eglise, les réponses soient à chercher dans une même attitude citoyenne d'ouverture, d'écoute et de recherche de compromis, toujours provisoires et à dépasser, au service du Bien commun.

Mais j'accepte tout à fait que cette lecture puisse faire débat !

Je vous remercie

René Poujol

